

REPRISE DE LA DISCUSSION CONSTITUTIONNELLE: QUAND LE MENSONGE RÉCIDIVE...

La discussion constitutionnelle a repris au Palais - Bourbon. Dans ce seul domaine, les escrocs de la pensée publique sauront tenir leur parole: il doteront la France d'une constitution grâce au mécanisme de laquelle la fonction parlementaire continuera, espèrent-ils, à bien payer son monde. Et si tous ces bavards sont incapables de résoudre les problèmes de la production, de la répartition et de la distribution, si leur phraséologie prétentieuse n'aboutit qu'à des désastres pour le peuple, elle aura néanmoins la vertu, soyons-en assurés, de permettre encore de beaux jours à de futurs «*élus du peuple*».

Au projet présenté par la Commission de la Constitution, 141 amendements sont déjà annoncés! C'est dire si la discussion est loin d'être épuisée.

Le rapporteur - M.R.P. - a tenté d'en donner une analyse qui rassure tout le monde et établisse que les droits du progrès social peuvent résider dans une constitution qui soit elle-même l'expression de la SOUVERAINETÉ POPULAIRE. Et si les communistes ont fait de l'opposition en développant des points de détails ne leur donnant pas satisfaction, cette attitude leur fut dictée par leur seul intérêt DE PARTI, et non par souci du bien-être des classes opprimées dont, avec le cy-[...] (*) prétendent encore demeurer les défenseurs. Leurs arguments tendent à démontrer que les projets en discussion, s'il était accepté, ouvrirait la voie au pouvoir personnel - et de préciser qu'il y a similitude entre les conceptions du Général De Gaulle et le texte en question.

Or, le projet qui fut repoussé au dernier référendum (5 mai 1946) fut patronné et notamment dé[...] (**) leur part, à une propagande effrénée, à un déchaînement hystérique jusqu'alors inconnu dans ce pays et n'avait d'égal, en matière de publicité du genre forain, que les campagnes menées autrefois par Mussolini en Italie et par Hitler en Allemagne.

Le *Parti socialiste*, indigne lui aussi de parler au nom de classes laborieuses qu'il a tant de fois bafouées, se fit l'avocat de la même cause, mais avec plus de modération. Aujourd'hui, nous voyons ce contraire à celle qu'il avait alors.

Quant aux autres secteurs politiques, représentés par les radicaux M.R.P. ou le P.R.L., ils adopteront vraisemblablement une attitude automatiquement opposée à celle des communistes. Mais pourquoi toutes ces variantes, pourquoi toutes ces subtilités dans la discussion d'un projet qui ne prétend pas mettre fin à un jeu dont tous les politiciens bénéficieront mais ambitionne seulement d'ÉTABLIR LA RÈGLE DE CE JEU? Parce que TOUS redoutent que la plus grande part des bénéfices de cette sinistre entreprise aille à leurs «*adversaires*»! Et aussi parce que TOUS ils pressentent - s'ils ne le perçoivent pas nettement - que s'il leur est possible, par certains artifices, d'éviter le POUVOIR PERSONNEL, ils ne peuvent, quoi qu'ils fassent, écarter le danger de la DICTATURE D'UN PARTI. Par contre, s'ils ont pour premier souci d'éviter la dictature d'un parti, et leur sera difficile - impossible - d'annihiler tout danger d'instauration d'un pouvoir personnel, le Général de Gaulle, qui a fort bien compris cette alternative, attend son heure. Et si le *Parti communiste* soumettait le pays à l'épreuve de la dictature stalinienne, le «*libérateur*» se ferait fort de «*libérer*» la France une deuxième fois.

(*) Une ligne est manquante; peut-être aurions-nous pu y lire: «*...nisme de circonstances, ils...*». (Note A.M.).

(**) Une autre ligne manquante; sans doute pour expliquer que le *Parti communiste* défendait le projet précédent refusé par le vote populaire, et qu'il dénonce aujourd'hui. (Note A.M.).

Les contradictions au milieu desquelles se déroulent toutes ces discussions illustrent avec éclat l'impuissance de la politique à venir à bout de problèmes qui la dépassent - et de beaucoup. Pour le POLITIQUE, il faut voir là une querelle d'influence que se livreraient deux civilisations: celle de l'orient et celle de l'occident. Nous affirmons, quant à nous, que le fond du problème est ailleurs...

C'est dans l'ÉCONOMIE qu'il faut en voir les véritables données. Or, celle-ci a connu, depuis quelques dizaines d'années, de tels bouleversements - conséquence de la révolution technique et Industrielle - que, contrairement à ce qui se passa en 1783, la compréhension humaine n'est pas à la hauteur des événements qu'elle devrait être en mesure de maîtriser. Au temps de la GRANDE RÉVOLUTION, la pensée était en avance sur les événements - et elle en déterminait partiellement la marche. Aujourd'hui, elle est à leur remorque... En cela se trouve toute l'explication du drame actuel.

Et lorsque tous les professionnels de l'éloquence et du mensonge déclarent, du haut de la tribune du Palais-Bourbon ou d'ailleurs, que leur premier souci est de voir respectée la SOUVERAINETÉ POPULAIRE et de s'y conformer, ils n'aspirent au contraire qu'à canaliser la volonté populaire au moyen d'institutions qui permettront à tous les privilégiés du capitalisme et de l'État de conserver leurs prérogatives. Quant au régime injuste qu'avec hypocrisie ils prétendent vouloir rendre progressivement moins cruel, ils ne feront rien pour qu'il disparaisse.

Pour éviter la dictature personnelle, ou celle d'un parti, pour réaliser cette fraternité humaine dont la DÉMOCRATIE SOCIALE tant prônée ne peut être qu'une sinistre contrefaçon à l'usage des sots pour le plus grand profit des marchands de discours, une seule solution: la Révolution sociale au moyen de laquelle le peuple, las d'être dirigé, instaurera le FÉDÉRALISME ANARCHISTE.

Le Libertaire.
